

NOM : ROETS

Prénom : Damien

Adresse professionnelle :
Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Limoges
32, rue Turgot
BP 3126
87031 LIMOGES CEDEX 01

Email : damien.roets@unilim.fr

1. Fonctions actuelles

Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Limoges
(section °1 – Droit privé et sciences criminelles)

Thèmes de recherche : droit pénal, procédure pénale, droit européen des droits de l'Homme, droit pénal animalier

Pédagogiques : responsable du Master de droit pénal international et européen

Administratives :

- **président de la Section de droit privé et sciences criminelles depuis le 1^{er} septembre 2015 ;**
- **membre du conseil de gestion de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de l'Université de Limoges depuis le 17 novembre 2015**

2. Travaux (2011-2016)

- **Travaux publiés dans des revues avec comité de lecture**

Etudes

- 1- « Le génocide des Tutsi du Rwanda : la thèse des complicités françaises au prisme des exigences du droit pénal », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2015, pp. 1 à 27 ;
- 2- « Quelques réflexions sur la politique jurisprudentielle de la Cour européenne des droits de l'Homme en matière de droits de la défense », *Archives de politique criminelle* n° 37, 2015, pp. 15 à 25.

Notes de jurisprudence

- 1- « La surveillance d'un suspect par *Global Positioning System* et le droit au respect de la vie privée », obs. sous Cour EDH, *Uzun c/ Allemagne*, 2 sept. 2010, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2011, pp. 217 à 221 ;

- 2- « Fouilles corporelles intégrales : l'article 57 de la loi pénitentiaire dans les clous européens », obs. sous Cour EDH, *El Shennawy c/ France*, 20 janv. 2011, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2011, pp. 704-705 ;
- 3- « Extractions médicales et interdiction des traitements inhumains ou dégradants », obs. sous Cour EDH, *Duval c/ France*, 26 mai 2011, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2011, pp. 707 à 710 ;
- 4- « La présomption d'innocence du condamné "provisoire" : la quadrature du cercle ? », obs. sous Cour EDH, *Konstas c/ Grèce*, 24 mai 2011, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2011, pp. 711 à 714 ;
- 5- « Dénonciation calomnieuse et présomption d'innocence : le législateur français et la Cour européenne des droits de l'homme à l'unisson », obs. sous Cour EDH, *Klouvi c/ France*, 30 juin 2011, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2011, pp. 714 à 716 ;
- 6- « De la nécessité de sauvegarder la vie d'un chien agressé par un autre chien », note sous Crim., 8 mars 2011, *Revue semestrielle de droit animalier* 1/2011, pp. 78 à 81 ;
- 7- « La maltraitance de bovins destinés à la boucherie (mal) saisie par le droit pénal spécial animalier », note sous CA Limoges, 10 juin 2011, *Revue semestrielle de droit animalier* 1/2011, pp. 81 à 85 ;
- 8- « Le rassemblement anti-chasse sauvé par l'article 53, al. 1^{er}, de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse », obs. sous Crim., 25 juil. 2011, *Revue semestrielle de droit animalier* 2/2011, pp. 63 à 65 ;
- 9- « Le droit pénal spécial animalier (toujours) dans tous ses états... », obs. sous CA Amiens, 14 sept. 2011, *Revue semestrielle de droit animalier* 2/2011, pp. 66 à 68 ;
- 10- « La raisonnable prévisibilité au secours de la "morale boursière" », obs. sous Cour EDH, *Soros c/ France*, 6 oct. 2011, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2012, pp. 252 à 255 ;
- 11- « Le délit dit "de solidarité" entre les mailles du filet européen », obs. sous Cour EDH, *Mallah c/ France*, 10 nov. 2011, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2012, pp. 255 à 260 ;
- 12- « Les conditions de détention en France des détenus atteints de troubles mentaux toujours sur la sellette européenne », obs. sous Cour EDH, *G. c/ France*, 23 févr. 2012, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2012, pp. 683 à 687 ;
- 13- « Contraventions routières et droit d'accès à un tribunal : le Conseil constitutionnel épaulé par la Cour européenne des droits de l'homme », obs. sous Cour EDH, *Célice c/ France*, 8 mars. 2012, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2012, pp. 690 à 692 ;
- 14- « Le droit à un procès pénal équitable à l'épreuve de la schizophrénie », obs. sous Cour EDH, *G. c/ France*, 23 févr. 2012, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2012, pp. 693 à 695 ;

- 15- « Des effets *post mortem* des principes d'égalité des armes et de la présomption d'innocence sur l'action civile », obs. sous Cour EDH, *Lagardère c/ France*, 12 avr. 2012, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2012, pp. 695 à 698 ;
- 16- « D'une pierre deux coups : extension du domaine de la légalité des peines et confirmation de la non-rétroactivité de la jurisprudence pénale *in malam partem* imprévisible », obs. sous Cour EDH, *Del Rio Prada c/ Espagne*, 12 juil. 2012, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2012, pp. 698 à 701 ;
- 17- « La loi pénitentiaire du silence confortée par la Cour européenne des droits de l'Homme », obs. sous Cour EDH, *Stasi c/ France*, 20 oct. 2011, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2012, pp. 238 à 241 ;
- 18- « Une ébréchure dans la règle dite "de la preuve unique et déterminante" », obs. sous Cour EDH, GC, *Al-Khawaja et Tabery c/ Royaume-Uni*, 15 déc. 2011, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2012, pp. 245 à 252 ;
- 19- « L'article 4 de la Convention européenne des droits de l'Homme une nouvelle fois violé par la France », obs. sous Cour EDH, *C.N. et V. c/ France*, 11 oct. 2012, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2013, pp. 149 à 154 ;
- 20- « Purge des nullités *in abstantia* et droit à un procès pénal équitable », obs. sous Cour EDH, *Abdeladi c/ France*, 11 oct. 2012, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2013, pp. 155 à 157 ;
- 21- « Palombes, pantières et actes de chasse », obs. sous Crim., 10 janv. 2012, *Revue semestrielle de droit animalier* 1/2012, pp. 83 à 85 ;
- 22- « La dangerosité animalière et l'article R. 622-2 du Code pénal », obs. sous CA Agen, 19 janv. 2012, *Revue semestrielle de droit animalier* 1/2012, pp. 86-87 ;
- 23- « Un pataquès dans les qualifications d'atteinte à l'intégrité d'un animal », obs. sous CA Rennes, 14 mai 2012, *Revue semestrielle de droit animalier* 1/2012, pp. 87-88 ;
- 24- « De la non-transmission au Conseil constitutionnel d'une QPC relative à la peine complémentaire d'euthanasie d'un animal dangereux », obs. sous Crim., 20 nov. 2012, *Revue semestrielle de droit animalier* 2/2012, pp. 60 à 64 ;
- 25- « Polyphonies canines contraventionnelles et pataquès probatoire », obs. sous CA Paris., 2 oct. 2012, *Revue semestrielle de droit animalier* 2/2012, pp. 64 à 66 ;
- 26- Cour EDH, GC, *Scoppola c/ Italie (n° 3)*, 22 mai 2012, « Focus » in *Chronique de contentieux électoral 2011-2012*, *Revue de droit public et de la science politique en France et à l'étranger* 2013, pp. 1581 à 1584 ;
- 27- Crim., 7 mars 2012, inédit, pourvoi n° 11-81918, « Focus » in *Chronique de contentieux électoral 2011-2012*, *Revue de droit public et de la science politique en France et à l'étranger* 2013, pp. 1603-1604 ;

28- « De la prohibition des opérations policières inutilement "musclées" », obs. sous Cour EDH, *Gutsanovi c/ Bulgarie*, 15 oct. 2013, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2014, pp. 163 à 166 ;

29- « La peine complémentaire d'euthanasie d'un animal dangereux devant la Chambre criminelle : saison 2 », obs. sous Crim., 29 janv. 2013, *Revue semestrielle de droit animalier* 1/2013, pp. 52 à 56 ;

30- « Mauvais traitements à animaux domestiques ou apprivoisés : Code pénal ou Code rural et de la pêche maritime ? », obs. sous CA Nîme, 11 déc. 2012, *Revue semestrielle de droit animalier* 1/2013, pp. 56 à 58 ;

31- « Le poids des principe, le choc des contraventions... », obs. sous CA Pau, 11 avr. 2013, *Revue semestrielle de droit animalier* 2/2013, pp. 47 à 49 ;

32- « Mais où est donc passé le chien ?! », obs. sous CA Montpellier, 17 avr. 2013, *Revue semestrielle de droit animalier* 1/2013, pp.49 à 51 ;

32- « Quel "aussitôt" pour l'*habeas corpus* européen ? », obs. sous Cour EDH, *Gutsanovi c/ Bulgarie*, 15 oct. 2014, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2014, pp. 169 à 172 ;

33- « L'article 410 du Code de procédure pénale dans le champ d'attraction de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme », obs. sous Cour EDH, *Henri Rivière c/ France*, 25 juil. 2013, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2014, pp. 172 et 173 ;

34- « Double extension du champ d'application de l'article 7 § 1 : la Cour européenne des droits de l'homme, en Grande Chambre, persiste et signe », obs. sous Cour EDH, GC, *Del Rio Prada c/ Espagne*, 21 oct. 2013, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2014, pp. 174 à 179 ;

35- « Droit à ne pas à être jugé deux fois pour les mêmes faits, crimes de guerre et amnistie : de l'art de manquer une occasion de préciser le champ d'application de l'article 4 du Protocole n° 7 », obs. sous Cour EDH, GC, *Margus c/ Croatie*, 27 mai 2014, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2014, pp. 633 à 637 ;

36- « La "perpétuité réelle française" : une peine compatible avec l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme », obs. sous Cour EDH, *Bodein c/ France*, 13 nov. 2014, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2015, pp. 158 à 161 ;

37- « Infraction continuée et principe de non-rétroactivité : cours magistral de droit pénal à la Cour de Strasbourg », obs. sous Cour EDH, GC, *Rohlana c/ République Tchèque*, 27 janv. 2015, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2015, pp. 161 à 165 ;

38- « Après le "FAED", le "STIC" et le "TAJ" passés à la moulinette européenne », obs. sous Cour EDH, *Brunet c/ France*, 18 sept. 2014, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2015, pp. 165 à 169 ;

39- « Du droit à la liberté et à la sûreté de l'avocat de permanence garde à vue : la France rappelée à l'ordre par la Cour de Strasbourg », Cour EDH, *François c/ France*, 23 avr. 2015, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2015, pp. 731 à 736 ;

40- « Précisions confuses sur le droit pour l'avocat d'accéder au dossier durant la phase préparatoire du procès pénal », Cour EDH, *A.T. c/ Luxembourg*, 9 avr. 2015, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2015, pp. 736 à 739 ;

41- « Du droit pour un avocat d'attirer l'attention du public, en dehors du prétoire, sur des dysfonctionnements judiciaires », Cour EDH, GC, *Morice c/ France*, 23 avr. 2015, *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé* 2015, pp. 740 à 746.

- Travaux publiés dans des revues sans comité de lecture

Etudes

- « L'article L. 316-1 du Code de l'entrée et sur le séjour des étrangers et l'obligation positive de punir l'esclavage, la servitude et le travail forcé », *Gaz. Pal.*, 19-20 févr. 2014, pp. 6 à 8.

Notes de jurisprudence

1- « Le pouvoir du procureur de la République de prolonger la garde à vue à l'aune de l'article 5 § 3 de la Convention européenne des droits de l'homme », *Gaz. Pal.*, 4 janv. 2011, pp. 21 et 22 ;

2- « Les conditions de refus d'exécution d'un mandat d'arrêt européen : un standard européen de protection non "renforçable" », obs. sous CJUE, aff. C-399/11, *Stefano Melloni*, *Lamy Droit pénal des affaires*, Bulletin d'actualités n° 127, avril 2013 ;

3- « L'extradition des personnes suspectées d'avoir participé au génocide des Tutsi du Rwanda », note sous CA Douai, 12 sept. 2013, *Recueil Dalloz* 2013, pp. 2570 à 2575 ;

4- « De la prétendue impossibilité d'extrader vers le Rwanda les rwandais suspectés d'avoir participé au génocide de 1994 », note sous Crim., 26 févr. 2014, *Recueil Dalloz* 2014, p. 702 ;

- Communications avec actes

1- « Les recherches scientifiques sur les armes de destruction massive : des lacunes du droit positif à une interdiction en droit prospectif » (en collaboration avec J. Betaille, S. Jolivet et J.-M. Lavieille), communication au Colloque « Droit, sciences et techniques : quelles responsabilités ? » organisé à Paris les 25 et 26 mars 2011, éditions Litec, 2011, collection « Colloques & Débats », pp. 468 à 488 ;

2- « De l'obligation internationale de protéger pénalement la vie humaine à l'obligation internationale de protéger pénalement l'humanité de la vie ? », communication au Collège de France, 19 mars 2011, Journée d'études « La protection internationale du droit à la vie : mobiliser le système pénal ? », Équipe de recherche « Inter-normativité dans l'espace pénal », in « *Devoir de punir ?* » - *Le système pénal face à protection internationale du droit à la vie* (sous la dir. de G. Giudicelli-Delage, S. Manacorda et J. Tricot), coll. de l'UMR de droit comparé de Paris, vol. 32, Société de législation comparée, pp. 279 à 302 ;

3- « Le crime d'agression interplanétaire », communication au Colloque « Science-fiction et science juridique » organisé à Limoges les 13 et 14 octobre 2011, PUF, coll. *Les voies du droit*, pp. 349 à 362 ;

4- « Réprimer les interventions biotechniques à finalité transhumaniste ? », Actes du colloque « L'Homme augmenté » (Lille 13 et 14 juin 2013), éditions du Septentrion, 2015, pp. 131 à 146) ;

5- « L'interprétation de la Convention européenne des droits de l'homme "à la lumière de notre temps" : de quelques manifestations en matière pénale », XXIème congrès de l'AFDP, Nancy, 17-18 oct. 2013, in *Histoire et méthodes d'interprétation en droit criminel*, Actes du colloque organisé par l'Institut François GénY et l'Association française de droit pénal les 17 et 18 octobre 2013 à la Faculté de droit, sciences économiques et gestion de Nancy (Université de Lorraine), Dalloz 2015, coll. « Thèmes & Commentaires », pp. 95 à 108.

- Chapitres d'ouvrages scientifiques

- « Le crime français de "tortures et actes de barbarie" à l'aune du droit international des droits de l'homme », *Mélanges en l'honneur du Professeur Renée Kæring-Joulin*, Éditions Nemesis, 2014, pp. 649 à 670.

- Autres publications

1- « Suivi socio-judiciaire », *J. Cl. Pén. Code* (art. 131-36-1 à 131-36-8 : fasc. 20), juin 2011 ;

2- « Suivi socio-judiciaire », *J. Cl. Procédure pénale* (art. 763-1 à 763-9 : fasc. 20), août 2011 ;

3- « Droit européen des droits de l'homme », *Lamy Droit pénal des affaires*, Lamy, dossier n° 66, 2013.

4- « Question prioritaire de constitutionnalité », *Formulaire commenté de procédure pénale*, Lamy, dossier n° 160, 2011 ;

5- « L'article 689-11, al. 2, du Code de procédure pénale : le monopole du ministère public à l'épreuve de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales », HIEJ, *Forum sur la justice internationale* (<http://www.ihej.org>).

- Encadrement de thèses

Thèses soutenues

Aurélien-Thibault LEMASSON, *La victime devant la justice pénale internationale*, thèse soutenue à Limoges le 28 avril 2010 (co-direction avec le Professeur Michel MASSÉ)

Thèses en cours

Nelly ASSAMOÏ : *L'action civile et le droit à un procès pénal équitable*

Thomas BESSE : *La pénalisation de l'expression*

Ahmed BOUADIL : *Les droits du détenu handicapé*

Laure LAGORSE : *La surveillance en droit pénal*

Michael LAREF : *La preuve limitée par les droits fondamentaux* (co-direction avec le Professeur Fabien MARCHADIER)

Ghina MAJED : *Les infractions sexuelles dans les droits pénaux libanais et français – Étude de droit comparé* (en co-direction avec Philomène NASR, Professeur à l'Université Libanaise de Beyrouth)

Loïc TANTY : *La politique criminelle en matière d'atteintes à l'environnement* (2015, co-direction avec Jessica MAKOWIAK, Professeur à l'Université de Limoges)

- Cours

Criminologie

Droit pénal général

Droit pénal spécial

Procédure pénale

Droit européens des droits de l'Homme